

Négociations de paix au Yémen : véritable espoir ou illusion ?



Des pourparlers se sont engagés jeudi en Suède entre le gouvernement et les rebelles yéménites, alors que la famine menace dans ce pays dévasté.

Avec Roland Lombardi

Atlantico : Le Yémen se retrouve au milieu d'une lutte d'influence régionale entre l'Arabie Saoudite d'une part et l'Iran et le Qatar d'autre part. On parle de véritable catastrophe humanitaire. Quelle est l'ampleur des dégâts pour ce pays de la péninsule arabique, déjà l'un des plus pauvres de la région ?

Roland Lombardi : La situation est catastrophique. Nous avons tous vu les images insoutenables de ces enfants yéménites décharnés et l'affaire Khashoggi aura au moins eu le mérite d'évoquer plus ouvertement le drame yéménite, jusqu'ici trop souvent occulté. Depuis l'intervention saoudienne au Yémen en mars 2015, les combats auraient fait quelques 10 000 morts et près de 60 000 blessés selon l'Organisation mondiale de la santé. Or, je suis infiniment persuadé que ces chiffres sont très largement en dessous de la réalité. Le Yémen était déjà le pays le plus pauvre du Golfe et l'un des plus miséreux de la planète. Son économie est exsangue : le riyal, la monnaie nationale, a perdu près de 40 % de sa valeur en 2018, le taux de chômage dépasse les 30 % et l'inflation serait de 42 %. La majorité des fonctionnaires ne sont pas payés. D'après l'ONU, près de 20 millions de personnes (sur 28 millions de Yéménites !) sont en situation « d'insécurité alimentaire » (soit au bord de la famine !) dans ce qui est la pire crise humanitaire au monde ! En raison de la destruction des infrastructures sanitaires et des stations d'épuration de l'eau, les cas de choléra ont explosés.

La situation s'est fortement détériorée en raison des combats meurtriers autour d'Hodeïda, ville portuaire sur la mer Rouge. En effet, les forces progouvernementales, appuyées par la coalition militaire dirigée par Riyad, tentent de reprendre depuis des mois cette ville aux rebelles houthis. C'est par ce port que transitent 70 % des importations yéménites et nous comprenons mieux ainsi les conséquences sur les populations.

La guerre au Yémen est devenue un borbier pour l'Arabie Saoudite. Fragilisé par l'affaire Khashoggi, MBS peut-il être tenté de saisir l'occasion de sortir de cette crise ? Les négociations ont-elles une chance d'aboutir ?

Je le pense, même s'il faut rester prudent et patient. Effectivement, pour les Saoudiens, c'est d'abord un moyen opportun pour eux de sortir finalement de ce borbier sans trop perdre la face. L'administration Trump, très gênée au début par l'affaire Khashoggi, a su trouver la parade et, elle aussi, a su s'accommoder au final de la grossière erreur saoudienne pour, fort opportunément, accroître sa mainmise et son emprise sur le jeune prince héritier, comme on peut le voir aujourd'hui avec les nouvelles pressions américaines à

propos de la guerre au Yémen. Ces jours-ci, le gouvernement yéménite et les rebelles Houthis sont donc réunis en Suède pour la première fois depuis 2016. C'est à l'initiative de l'ONU que ces négociations ont commencé. Mais soyons sérieux, [comme je l'annonçais déjà le mois dernier dans vos colonnes](#), c'est surtout sous la pression américaine (cf. l'ultimatum d'il y a un mois du Secrétaire de la défense James Mattis, et relayé par le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo) que le dialogue en vue de mettre fin à un conflit a pu être renoué. Cependant, même si c'est un bon début, un terrain d'entente est loin d'être trouvé durant cette première phase de pourparlers. Et dans l'intervalle, comme toujours avant tout accord de paix, ou du moins en l'occurrence ici d'une trêve, les combats autour de l'aéroport de Sanaa et surtout du port d'Hodeida (tenus par les rebelles) risquent fort de s'intensifier et donc de faire encore beaucoup de victimes dans les prochaines semaines.

Selon des sources issues des services de renseignement israélien, le programme nucléaire iranien serait à un stade très avancé. Avec une victoire probable de Bachar el-Assad en Syrie, des chiites en Irak et l'échec de l'Arabie Saoudite au Yémen, peut-on voir l'Iran émerger comme puissance dominante de la région ?

Bien sûr, l'Iran a marqué des points géostratégiques ces dernières années. Toutefois, depuis l'élection de Trump fin 2016 et un certain « retour » (momentané ?) de la puissance américaine au Moyen-Orient, la donne a changé. Il n'est pas certain que Téhéran ait encore les moyens de ses ambitions hégémoniques et panislamistes.

Actuellement, l'Iran est fortement affaibli, à la fois sur le plan interne (colère sociale, attentats...) et externe. Je rappelle que depuis 2017 et la visite historique du roi d'Arabie à Moscou, les relations entre l'adversaire principal de l'Iran, à savoir l'Arabie saoudite et le partenaire (et non l'« allié », j'insiste bien sur ce point) russe, les relations se sont spectaculairement réchauffées (cf. l'accord sur le prix du pétrole, signé entre les deux pays sur le dos des Iraniens d'ailleurs)... Et ne parlons même pas des liens entre Moscou et Jérusalem, dont certains observateurs sous-estiment encore trop souvent la profondeur...

Enfin, quand on connaît l'histoire des relations turco-iraniennes, nous pouvons mesurer toute la fragilité du partenariat actuel entre Ankara et Téhéran.

Economiquement, suite aux sanctions américaines après le retrait du JCPOA des Etats-Unis, les exportations de pétrole de l'Iran ont grandement chuté et le pays est littéralement asphyxié (même si la Chine est toujours présente et que les Etats-Unis ont toutefois accordé des dérogations aux sanctions à certains Etats). Certes, l'Iran est un grand pays et a maintes fois prouvé sa résilience par le passé. Cependant, ses dirigeants sont assez intelligents et pragmatiques pour savoir qu'une politique du pire serait encore plus catastrophique pour eux. D'autre part, s'ils ne souhaitent pas perdre tous les bénéfices économiques et commerciaux ainsi que leur influence politique en Syrie et ailleurs, les mollahs sont très bien conscients qu'ils devront revoir à la baisse leurs exigences et revenir finalement à la table des négociations avec Washington. Au Yémen également, le soutien aux Houthis par Téhéran (très relatifs) pourrait être sacrifié dans cette perspective...

En paraphrasant le général de Gaulle, lorsqu'il s'exprimait sur la Russie et l'Union soviétique, je suis pour ma part certain qu'à plus ou moins long terme la grande Perse finira par boire comme un buvard le fondamentalisme chiite et que le prosélytisme religieux redeviendra secondaire. La question est juste de savoir comment et dans combien de temps. Une révolution violente en Iran est pour l'instant peu envisageable car le régime reste solide. Pour l'heure, même si le guide ultraconservateur Khamenei est toujours là, il est cependant vieillissant et très malade. Lorsqu'il disparaîtra, sera-t-il remplacé ? Ce n'est pas certain.

Peut-être même, que les mollahs reviendront à leurs anciennes positions qui les tenaient à l'écart de la politique. A mon avis, nous risquons de voir un jour, une évolution du pays vers un nouvel Etat hyper-nationaliste, qui serait un savant mélange de société ouverte, de libéralisme économique mais toujours d'autocratie, et surtout issu d'un gentlemen's agreement entre les modérés, l'armée et les puissants Pasdarans. Un général charismatique et auréolé de son passé militaire sur les champs de bataille de Syrie et d'Irak (le général Qasem Soleimani ?) et qui serait ainsi moins critiquable pour de futurs et d'éventuels pourparlers avec le « grand Satan » américain, pourrait alors prendre peut-être la tête de cette « nouvelle Perse »... qui sait ?

En attendant, à l'instar de Reagan avec l'Union soviétique en son temps, la stratégie de Donald Trump est limpide : en choisissant « la manière forte », en renversant la table et en se montrant menaçant (sans pour autant revenir à la stratégie du *regime change* par la force), le Président américain souhaite étrangler économiquement l'Iran afin d'accélérer tout simplement ce processus. Seul l'avenir nous dira si ce choix sera finalement payant pour toutes les parties et la région.